

Texte à résumer en 100 mots (plus ou moins 10%).

Texte : Jacques Rancière, La haine de la démocratie, « De la démocratie victorieuse à la démocratie criminelle », La Fabrique éditions, 2016.

On se souvient de la déclaration du ministre américain de la Défense à propos des pillages qui suivirent la chute de Saddam Hussein. Nous avons, dit-il en substance, apporté la liberté aux Irakiens. Or la liberté est aussi liberté de mal faire. Cette déclaration n'est pas seulement une boutade de circonstance. Elle fait partie d'une logique qui peut être reconstituée à partir de ses membres disjoints : c'est parce que la démocratie n'est pas l'idylle du gouvernement du peuple par lui-même, parce qu'elle est le désordre des passions avides de satisfaction, qu'elle peut et même doit être apportée de l'extérieur par les armes d'une superpuissance, en entendant par superpuissance non pas simplement un Etat disposant d'une puissance militaire disproportionnée mais, plus généralement, le pouvoir de maîtriser le désordre démocratique.

Les commentaires accompagnant les expéditions destinées à propager la démocratie dans le monde nous rappellent alors des arguments plus anciens qui évoquaient aussi l'irrésistible expansion de la démocratie, mais sur un monde beaucoup moins triomphal. Ils paraphrasent en effet les analyses présentées trente ans auparavant lors de la conférence trilatérale, pour mettre en évidence ce qu'on appelait alors la crise de la démocratie.

La démocratie se lève dans le sillage des armées américaines, malgré ces idéalistes qui protestent au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il y a trente ans déjà, le rapport accusait le même genre d'idéalistes, ces « value-oriented intellectuals » qui nourrissaient une culture oppositionnel et entraînaient en excès d'activité démocratique, fatal à l'autorité de la chose publique comme à, l'action pragmatique des « policy-oriented intellectuals ». La démocratie se lève, mais le désordre se lève avec elle : les pillards de Bagdad, qui profitent de la liberté démocratique nouvelle pour accroître leur bien au détriment de la propriété commune, rappellent, à leur manière un peu primitive, l'un des grands arguments qui établissaient, il y a trente ans, la « crise » de la démocratie : la démocratie disaient les rapporteurs, signifie l'accroissement irrésistible des demandes qui fait pression sur les gouvernements, entraîne le déclin de l'autorité et rend les individus et les groupes rétifs à la discipline et aux sacrifices requis par l'intérêt commun.

Ainsi les arguments qui soutiennent les campagnes militaires destinées à l'essor mondial de la démocratie révèlent le paradoxe que recèle aujourd'hui l'usage dominant de ce mot. La démocratie y paraît avoir deux adversaires. D'un côté elle s'oppose à un ennemi clairement identifié, le gouvernement de l'arbitraire, le gouvernement sans limite que l'on appelle selon les temps tyrannie, dictature ou totalitarisme. Mais cette opposition évidente en recouvre un autre, plus intime. Le bon gouvernement démocratique est celui qui est capable de maîtriser un mal qui s'appelle tout simplement vie démocratique.

C'est la démonstration qui était faite tout au long *The Crisis of Democracy* : Ce qui provoque la crise du gouvernement démocratique n'est rien d'autre que l'intensité de la vie démocratique. Mais cette intensité et la menace subséquente se présentaient sous un double aspect. D'un côté la « vie démocratique » s'identifiait au principe anarchique affirmant un pouvoir du peuple, dont les Etats-Unis comme d'autres Etats occidentaux avaient dans les années 1960 et 1970 connu les conséquences extrêmes: la permanence d'une contestation militante intervenant sur tous les aspects de l'activité des Etats et défiant tous les principes du bon gouvernement : l'autorité des pouvoirs publics, le savoir des experts et le savoir-faire des pragmatiques.

Sans doute le remède à cet excès de vitalité démocratique est-il connu depuis Pisistrate, si l'on en croit Aristote. Il consiste à orienter vers d'autres buts les énergies fiévreuses qui s'activent sur la scène publique, à les détourner vers la recherche de la prospérité matérielle, des bonheurs privés et des liens de société. Hélas ! La bonne solution révélait aussitôt son revers : diminuer les énergies politiques excessives, favoriser la recherche du bonheur individuel et des relations sociales, c'était favoriser la vitalité d'une vie privée et de formes d'interaction social qui entraînaient une multiplication d'aspirations

et de demandes .Et celles-ci, bien sûr, avaient un double effet : elles rendaient les citoyens insoucieux du bien public et sapait l'autorité de gouvernements sommés de répondre à cette spirale de demandes émanant de la société. L'affrontement de la vitalité démocratique prenait ainsi la forme d'un double bind simple à résumer : ou bien la vie démocratique signifiait une large participation populaire à la discussion des affaires publiques, et c'était une mauvaise chose .Ou bien elle signifiait une forme de vie sociale tournant les énergies vers les satisfactions individuelles, et c'était aussi une mauvaise chose. La bonne démocratie devait être alors la forme de gouvernement et de vie sociale apte à maîtriser le double excès d'activité collective ou de retrait individuel inhérent à la vie démocratique.

Telle est la forme ordinaire sous laquelle les experts énoncent le paradoxe démocratique : la démocratie, comme forme de vie politique et sociale, est le règne de l'excès. Cet excès signifie la ruine du gouvernement démocratique et doit donc être réprimé par lui.